



Conseil de sécurité

Débat ouvert sur la situation au Moyen-Orient : Palestine

New York, le 25 avril 2023
Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

Je tiens à remercier le Coordinateur spécial pour le processus de paix, M. Tor Wennesland, pour sa présentation à l'occasion de ce débat de haut-niveau.

La Suisse suit avec la plus grande attention la situation au Proche-Orient. La période des grandes fêtes religieuses a été marquée par des actes de violences qui se sont déroulées au cœur du Haram el-Sharif/Mont du Temple à Jérusalem, puis par le lancement de roquettes sur Israël depuis Gaza, le sud du Liban et la Syrie. La Suisse a fermement condamné ces actes de violence. Le risque d'engrenage est réel.

Il est crucial d'apaiser les tensions sur et autour des lieux saints à Jérusalem. Nous appelons une fois de plus au respect du statu quo sur le Haram al-Sharif/Mont du Temple et du rôle de gardien de la Jordanie. Des mesures concrètes doivent également être prises pour soutenir la coexistence pacifique de toutes les communautés de Jérusalem.

Concernant la bande de Gaza, malgré l'évolution positive du nombre de permis de sortie délivrés par Israël l'année dernière, notamment pour des travailleurs à la journée, la situation humanitaire reste préoccupante. 60% des Gazaouis dépendent de l'aide humanitaire. Alors que la plupart des soins médicaux ne sont pas disponibles à Gaza, nous déplorons que plus de 200 patients n'aient pas reçu d'autorisation de sortie en février. La Suisse rappelle qu'en tant que Puissance occupante, Israël est tenu de garantir la satisfaction des besoins essentiels de la population de Gaza. Si Israël est en droit d'imposer des restrictions à l'entrée de certains biens, leurs conséquences pour la population doivent être proportionnées à l'objectif légitime d'assurer sa sécurité. La Suisse appelle à la levée du bouclage, imposé depuis bientôt 16 ans.

La Suisse reste également préoccupée par le niveau élevé de violence dans le Territoire palestinien occupé et en Israël. Nous exhortons les parties à protéger les populations civiles en respectant leurs obligations respectives découlant du droit international humanitaire et des droits de l'homme.

A ce propos, la Suisse note qu'au total 21 enfants ont trouvé la mort dans des circonstances violentes en 2023. A cet égard, nous appelons toutes les parties à poursuivre le dialogue entamé en décembre dernier avec la Représentante spéciale pour les enfants et les conflits armés et à prendre des mesures pour prévenir et mettre fin aux violations graves contre les enfants.

Dans cette situation qui reste très volatile, la Suisse appelle les dirigeants de toutes les parties à déployer tous les efforts nécessaires pour réduire les tensions et à s'abstenir de toute mesure unilatérale, de tout acte de provocation et de tout propos inflammatoire susceptibles d'attiser le conflit. Nous appelons les parties à mettre en œuvre les engagements pris à Aqaba et Charm el-Cheikh dans le sillage de la Déclaration présidentielle du Conseil de sécurité du 20 février dernier. La Suisse est préoccupée par la poursuite de la planification de colonies ces dernières semaines, en dépit de ces engagements. Elle rappelle que les colonies de peuplement sont illégales au regard du droit international humanitaire et représentent un obstacle à la paix.

Il est urgent que les parties traitent des causes profondes du conflit. Les récents engagements devraient servir de base concrète pour la restauration de la confiance en vue d'une solution négociée à deux États, conformément au droit international et aux paramètres convenus au niveau international, y compris les résolutions du Conseil de sécurité. La Suisse se tient à disposition pour faciliter la reprise d'un dialogue crédible en vue d'une telle solution, y compris à travers ses bons offices.

Je vous remercie.

Unofficial Translation

Mr. President,

I would like to thank the Special Coordinator for the Middle East Peace Process, Mr. Tor Wennesland, for his presentation at this high-level debate.

Switzerland is following the situation in the Middle East with the utmost attention. The period of the major religious holidays was marked by acts of violence in the heart of the Haram elSharif/Temple Mount in Jerusalem, followed by the launching of rockets into Israel from Gaza, from southern Lebanon and from Syria. Switzerland has strongly condemned these acts of violence. The risk of escalation is real.

It is crucial to ease tensions in and around the holy sites in Jerusalem. We call once again for respect for the status quo on the Haram al-Sharif/Temple Mount and for respect of Jordan's role as custodian. Concrete steps must also be taken to support the peaceful coexistence of all communities in Jerusalem.

Regarding the Gaza Strip, despite the positive development in the number of exit permits issued by Israel last year, especially for day laborers, the humanitarian situation remains worrying. 60% of Gazans depend on humanitarian aid. While most medical care is not available in Gaza, we deplore the fact that more than 200 patients did not receive exit permits

in February. Switzerland recalls that as occupying power, Israel is obliged to ensure that the basic needs of the population of Gaza are met. While Israel is entitled to impose restrictions on the entry of certain goods, their consequences for the population must be proportionate to the legitimate objective of ensuring its security. Switzerland calls for the lifting of the closure, which has been imposed for almost 16 years.

Switzerland also remains concerned about the high level of violence in the Occupied Palestinian Territory and in Israel. We urge the parties to protect the civilian population by respecting their respective obligations under international humanitarian and human rights law.

In this regard, Switzerland notes that a total of 21 children died in violent circumstances in 2023. In this regard, we call on all parties to continue the dialogue initiated last December with the Special Representative for Children and Armed Conflict and to take measures to prevent and end grave violations against children.

In this situation, which remains highly volatile, Switzerland calls on the leaders of all parties to make every effort to reduce tensions and to refrain from any unilateral measure, any act of provocation and any inflammatory language that could fuel the conflict. We call on the parties to implement the commitments made in Aqaba and Sharm el-Sheikh in the wake of the Security Council's Presidential Statement of 20 February. Switzerland is concerned by the continued planning of settlements in recent weeks, despite these commitments. It recalls that settlements are illegal under international humanitarian law and represent an obstacle to peace.

It is urgent that the parties address the root causes of the conflict. The recent commitments should serve as a concrete basis for confidence building towards a negotiated two-state solution in accordance with international law and internationally agreed parameters, including Security Council resolutions. Switzerland stands ready to facilitate the resumption of a credible dialogue for such a solution, including through its good offices.

Thank you for your attention.